



« Ce n'est pas le courage qui permet de gagner une bataille
mais la persévérance. » Wangari Maathai

ÉDITO

STRATÉGIE DU CHOC

Quand ils sortent par la porte, ils rentrent par la fenêtre: en janvier, des sénateurs Les Républicains ont déposé une proposition de loi sinistrement intitulée "Conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction" ou "CHOC", copié-collé grossier du projet de loi avorté de l'ancien ministre du logement Kasbarian.

DÉTRICOTER LA LOI SRU ET CRIMINALISER LES LOCATAIRES

Au menu: faciliter l'expulsion des victimes de congés locatifs obligés de se maintenir dans leur logement faute de solution alternative, désengager l'Etat de l'obligation de loger les publics prioritaires, mais aussi assouplir la loi dite "SRU" qui oblige certaines communes à construire un pourcentage minimum de logements sociaux, ou encore renforcer le pouvoir du maire dans l'attribution des logements sociaux. À quelques mois des élections municipales, difficile d'y voir autre chose qu'un cadeau démagogique pour caresser les maires (électeurs des sénateurs) dans le sens du poil.

TENIR LES DIGUES

Face à ces tentatives répétées de saboter les acquis obtenus, heureusement des initiatives permettent de tenir les digues et protéger l'intérêt général. Le Pays Basque nord en offre régulièrement l'exemple: que ce soit à l'échelle locale avec des réglementations audacieuses pour défendre le logement à l'année ou à l'échelle hexagonale comme le récent vote en première lecture d'une autre proposition de loi, celle-ci portée par le député Iñaki Echaniz et soutenue par les députés du territoire, pour prolonger et améliorer l'encadrement des loyers. De quoi se rappeler qu'ensemble, on gagne!



ÉLECTIONS MUNICIPALES

DES ENGAGEMENTS POUR LE LOGEMENT!

La politique du logement s'écrit en partie à l'échelle des communes et de la Communauté d'Agglomération Pays Basque. En mars, les élections municipales seront l'occasion d'exiger des engagements ambitieux et à la hauteur de l'enjeu. Tour d'horizon des mesures à demander à nos futurs élus, bonnes pratiques pour le logement social et exemples concrets mis en place au mandat précédent à retrouver dans notre dossier spécial.

LIRE LE DOSSIER P.03 >



LA MAIN DANS LE SAC

ALDA ÉPINGLE UN MULTI-FRAUDEUR

Après plusieurs mois de suivi par sa cellule d'investigation, Alda a épinglé à Bayonne un multi-fraudeur: non-respect de l'encadrement des loyers,

taille des chambres non-conforme, bail frauduleux, revente d'énergie...

LIRE LA SUITE P.04 >



BONS PLANS

UN NOUVEAU CENTRE DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE À LA ZUP

À la ZUP de Bayonne, un centre de santé communautaire ouvrira ses portes début 2026: interview p. 02 d'Amina Messabis, l'une des porteuses de ce projet qui facilite l'accès à la santé!

LIRE LA SUITE P.02 >



AU PROGRAMME

P.2 / NOS QUARTIERS SE BOUGENT

- Victoire au Séqué!
- Urdazuri: Garaipen kolektibo bat aparkatzeari buruz
- Un nouveau centre de santé communautaire à la ZUP

P.3 / DOSSIER SPÉCIAL: ÉLECTIONS MUNICIPALES ET LOGEMENT

- Des engagements pour le logement!
- Logement social: un devoir, pas un pouvoir
- Bonnes pratiques à portée des communes

P.4 - LES VAUTOURS

- Complément de loyer invisible
- Je peux pas respecter la loi, j'ai piscine

P.5 - ENSEMBLE ON GAGNE

- Se mobiliser quand l'habitat rend malade
- Encadrement des loyers: de vraies économies

P.6 - VIVRE ET SE LOGER AU PAYS

- Élections HLM: présentez-vous avec Alda!
- Alda au Parlement européen
- Auzolan - la journée du droit au logement en photos
- La korrika passera dans les quartiers en mars

P.7 - BONS PLANS

- Comment récupérer sa caution (dépôt de garantie)?
- Tout savoir sur les charges
- 3 questions à Nicole sur le co-hébergement

P.8 - PORTRAIT

- Bilal Aglilah, partir pour revenir

VICTOIRE AU SÉQUÉ (BAYONNE)!

ON L'A PAS VOLET!

Au Séqué 1, à Bayonne, les habitants viennent de remporter une victoire importante. Après des mois de mobilisation, le bailleur social Habitat Sud Atlantic (HSA) s'est engagé, lors d'une réunion publique le mercredi 15 octobre, à installer des volets roulants extérieurs sur l'ensemble des logements, d'ici fin 2026.

«Après des mois de mobilisation, le bailleur social Habitat Sud Atlantic (HSA) s'est engagé, lors d'une réunion publique le mercredi 15 octobre, à installer des volets roulants extérieurs sur l'ensemble des logements, d'ici fin 2026.»

Un engagement qui n'allait pas de soi: ces logements avaient été livrés sans volets, alors qu'ils figuraient sur les plans initiaux. Résultat: des appartements qui se révélaient étouffants l'été et glacials

l'hiver, rendant le quotidien invivable pour de nombreuses familles.

Face à l'inaction du bailleur et à des réponses souvent hors-sol - comme la proposition de simples stores intérieurs - les locataires se sont organisés. Réunions, interpellations publiques, témoignages, mobilisation collective: soutenus par Alda, les habitants ont tenu bon, mois après mois, jusqu'à ce qu'HSA reconnaisse le problème et annonce un investissement de 530 000 €!

Au-delà du confort, cette victoire est aussi une avancée écologique de bon sens: des volets extérieurs permettent de limiter la surchauffe des logements et de réduire le recours à la climatisation, donc la consommation d'énergie.

Au Séqué 1, la bataille des volets est loin d'être anodine. Elle rappelle que derrière chaque amélioration concrète, il y a des habitants qui font valoir leurs droits, de la persévérance et une solidarité qui fait la différence. ■

GRAND BASQUE (BAYONNE)

POUR UN QUARTIER MIEUX ADAPTÉ

Dans le quartier du Grand Basque à Bayonne, se déplacer est un véritable parcours du combattant pour les personnes handicapées ou vieillissantes. Face à cette situation, le collectif "Mieux Vivre au Grand Basque avec Alda" se mobilise pour accélérer les changements.

UN QUOTIDIEN SEMÉ D'OBSTACLES

Les déplacements sont difficiles pour les fauteuils roulants, les poussettes ou les personnes âgées. Les trottoirs avec descentes pour fauteuils sont rares et il est impossible de circuler de front avec un accompagnant. Les arrêts de bus sont trop bas par rapport aux bus. Les portes d'entrées sont très lourdes. Il y a des trous dans les routes et des pavés en mauvais état sur les placettes. "Pour

certain, chaque sortie est une épreuve, donc ils sortent moins et s'isolent", témoigne Elizabeth, une membre du collectif. Plusieurs accidents et chutes ont eu lieu ces derniers mois, entraînant des conséquences graves pour les personnes les ayant subies.

«Les déplacements sont difficiles pour les fauteuils roulants, les poussettes ou les personnes âgées.»

Interpellée par le collectif par des courriers et lors de deux rendez-vous, la mairie de Bayonne a annoncé le réaménagement des arrêts de bus côté bâtiments avec des trottoirs plus hauts et des abaissements. Elle a interpellé l'office HLM Habitat Sud Atlantic (HSA) pour rendre les placettes accessibles, car elles dépendent du bailleur social. La réfection des arrêts côté parkings ou la pose de trottoirs restent en suspens, freinés par des questions de coût et de stationnement.

Il est important de rappeler que l'accessibilité des logements au vieillissement et au handicap se joue à l'intérieur des logements (changement de la baignoire en douche, réaménagement de l'espace, etc), mais aussi à l'extérieur: ascenseurs qui ne fonctionnent pas, rampes d'escaliers qui ne sont pas aux normes, trottoirs inaccessibles, routes et accès piétons en mauvais état... Ces choses, auxquelles on ne pense pas quand on n'a pas ces problèmes-là, empoisonnent la vie des personnes concernées.

Mais dans certains quartiers, comme au Grand Basque, des habitants s'organisent pour que la vie soit un peu plus facile pour les voisins! ■



URDAZURI (DONIBANE LOHIZUNE)

GARAIPEN KOLEKTIBO BAT APARKATZEARI BURUZ

Auzoko alokatzaileentzat aparkatzeko toki gehiagoren lortzeko mobilizatu den biztanle kolektiboa Herriko Etxearen ganik entzuna izan da. Beren zailtasunak azaldu dituzte eta eskakizunak adierazi 2025eko martxoan iragan den bilkura publiko batean. Erantzun bezala, Herriko Etxeak karabanen uztea debekatzen duen seinaleetika bat ezarri du eta, esperientzia gisa, eremu urdin bat finkatu 2025eko uda



3 QUESTIONS À AMINA

DE ZUP SANTÉ

UN CENTRE DE SANTÉ

COMMUNAUTAIRE POUR

LE DROIT À LA SANTÉ POUR

TOUTES ET TOUS



Rencontre avec Amina, assistante sociale dans le futur centre de santé communautaire de la ZUP qui doit ouvrir ses portes début février.

1) Pouvez-vous vous présenter ce projet en quelques mots ?

ZUP Santé est un centre de santé communautaire associatif, à but non lucratif, qui sera implanté à la ZUP, à Bayonne. Il repose sur la conviction que tout le monde doit avoir accès à la santé. Les inégalités sociales de santé ne sont ni une fatalité ni une responsabilité individuelle. L'objectif est de permettre aux habitants d'avoir accès aux soins, en prenant en compte les conditions de vie, le contexte social, et la parole des habitants.

ZUP Santé s'inscrit dans une dynamique nationale de création de centres de santé communautaires. Partout en France, ces structures émergent pour répondre aux

denboran (uztaila-agorrrila). Aparkatzea 2:30ean mugatua zen, salbu ezaugarri bat zeukaten auzotegiko biztanleentzat, hauek autoa mugarik gabe utz baitzezaketzen. Dispositiboak alokatzaileak loriatu ditu. Esperimentazioaren bukaeran, Herriko Etxeak eta kolektiboak egoeraren azterketa egin dute bilkura batean. Hiriak baliabidea luzatu nahi du eta eremua zabaldu helduden udan. Alda Urdazurik ekain eta irailera hedatzea proposatu du ere, Herriko Etxeak ikertzen duen hautu bat. Aitzinamendu honek mobilizazio kolektiboaren eraginkortasuna agerrarazten du. ■

limites d'un système de santé qui laisse de nombreuses personnes à l'écart. Elles constituent des outils concrets de lutte contre les inégalités sociales de santé.

2) Pourquoi installer cette structure à Bayonne ?

Parce que dans les quartiers populaires comme la ZUP, l'accès réel aux soins reste profondément inégal. De nombreuses personnes renoncent aux soins, subissent des discriminations ou restent éloignées des dispositifs de prévention. Ces difficultés sont causées par des barrières sociales, administratives, financières et symboliques.

3) Et concrètement, ça va marcher comment ?

Concrètement, ZUP Santé s'appuiera sur une équipe salariée composée de trois médecins, d'une infirmière, d'une assistante sociale et d'un coordinateur. Les consultations seront réalisées sans dépassement d'honoraires, avec un tiers payant intégral, afin de lever les freins financiers. La démarche communautaire repose sur l'écoute, la reconnaissance de l'expertise des patients et des habitants sur leur santé, et l'articulation entre soins, prévention et accompagnement social.

«ZUP Santé s'appuiera sur une équipe salariée composée de trois médecins, d'une infirmière, d'une assistante sociale et d'un coordinateur.»

Le centre développera aussi des ateliers, espaces d'échange et temps de discussion entre habitants, afin de renforcer le pouvoir d'agir et de lutter concrètement contre les inégalités sociales de santé. ■

QUE FERONT VOS ÉLUS ?

La crise du logement n'est pas une fatalité: à toutes les échelles, il est possible d'agir, et notamment au niveau des communes et des intercommunalités. Alors que les prix des logements et des loyers flambent, que les délais d'attente pour avoir une place en logement social sont extrêmement longs (27 mois), ce que feront ou non les futurs élus communaux et les futurs élus communautaires de la Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB) aura des conséquences directes sur les habitants, les familles, les parcours de vie.

La plateforme Herrian Bizi-Se loger au Pays, qui réunit une trentaine

d'organisations bataillant sur le logement a saisi l'occasion d'Auzolan, la journée du droit au logement organisée par Alda le 11 octobre dernier, pour publier un questionnaire destiné aux listes candidates et futurs élus du Pays Basque. Le but: permettre aux électeurs de savoir qui compte mener une politique volontariste et ambitieuse sur le logement. Vous avez envie de savoir comment se positionnent les listes candidates dans votre commune avant les élections qui se tiendront les dimanches 15 et 22 mars? Les réponses seront mises en ligne au fur et à mesure qu'elles seront transmises à Herrian Bizi sur le site: www.herrianbizi.com/ ■



LOGEMENT SOCIAL

UN DEVOIR, PAS UN POUVOIR

RESPECTER LA LOI

Au Pays Basque, 1 demande de logement social sur 12,5 aboutit, les délais d'attente sont les plus longs de Nouvelle Aquitaine et ne font qu'augmenter chaque année. La situation est particulièrement critique car celles et ceux qui sont en attente d'un logement social ne peuvent pas non plus se loger dans le parc privé, où il manque de logements et où les prix explosent. Même si une partie de la solution vient de l'Etat et des moyens qu'il doit mettre pour produire et rénover le logement social, les mairies ne sont pas spectatrices! Elles peuvent agir à différents niveaux: pour une partie d'entre elles, la loi dite "SRU" leur impose un quota de logements sociaux. Pourtant, au Pays Basque, sur les 16 communes soumises à cette loi, seule Bayonne respecte son quota de logements sociaux!

«Au Pays Basque, sur les 16 communes soumises à cette loi, seule Bayonne respecte son quota de logements sociaux!»

Les maires ont des outils entre leurs mains pour favoriser la production de logements: débloquer des financements, mettre des terrains à disposition, etc.

SORTIR DU CLIENTÉLISME

Autre enjeu: assurer une totale transparence dans l'attribution des logements sociaux. On se souvient des grands scandales comme à Paris où le logement social a été utilisé par des élus malhonnêtes pour du copinage ou assurer leur pouvoir. Si les règles se sont renforcées, elles pourraient l'être encore plus. Par exemple, lorsque les

dossiers des demandeurs de logements sociaux sont présélectionnés par l'office HLM et envoyés à la commune avant qu'ils ne soient examinés par la commission d'attribution, ceux-ci ne sont pas anonymes. La commune peut ainsi savoir qui précisément postule sur son territoire, et faire du favoritisme. Alda plaide pour l'anonymisation des dossiers, de la présélection par le bailleur HLM jusqu'à leur présentation en commission, pour que les situations soient évaluées sur la base de critères sociaux et objectifs.

Autre exemple: comment comprendre, comme Alda a pu le constater, que dans certains cas c'est le maire de la commune qui informe directement les locataires retenus qu'un logement social leur a été attribué? ... si ce n'est comme une volonté de laisser entendre que l' élu y est pour quelque chose dans ce choix, et méritera donc d'être récompensé dans les urnes! Puisque c'est dans la commission d'attribution que se prennent ces décisions, c'est à elle d'en faire l'annonce.

Enfin, s'il existe une telle commission pour attribuer les logements à louer, il n'y a pas de processus standard pour l'attribution des logements à acheter en accession sociale (que ce soit en Bail réel solidaire - BRS - ou en Prêt Social d'Accession Location - PSAL), ce qui crée une certaine opacité.

Alda, qui a été élue première association représentante des locataires HLM il y a 4 ans, travaille activement une série de recommandations concrètes pour améliorer la transparence dans la location et l'acquisition des logements sociaux! ■

C'EST POSSIBLE !

LES BONNES IDÉES

Plusieurs communes du Pays Basque nord ont mis en place des mesures efficaces pour agir sur le logement. Quelques exemples:

Anglet, Bayonne, Biarritz, Bidart et Boucau ont interdit la construction de nouvelles résidences secondaires dans certains secteurs de leur territoire (1000 hectares sont concernés). Au Pays Basque, plus de 20% des logements sont des résidences secondaires, alors que la population locale ne parvient pas à se loger.

Biarritz a assigné en justice plusieurs propriétaires fraudant le règlement de compensation instauré sur la zone tendue du Pays Basque pour stopper la transformation des logements à l'année en Airbnb permanents. Le contrôle et la sanction sont nécessaires pour faire respecter les lois!

Bidart atteindrait fin 2026 ses objectifs

en termes de nombre de logements sociaux fixés par la loi SRU. Ce serait la 2^e commune à respecter la loi, après Bayonne.

Boucau a fait un programme de construction de 146 logements uniquement sociaux, avec le COL et Office 64. Bien souvent, pour des raisons financières imposées par les promoteurs, les programmes de construction sont dits mixtes (une part de logements sociaux, et une part de logements locatifs classiques).

Itxassou a modifié son Plan Local d'Urbanisme (PLU) en respectant à la lettre les lois Montagne et Climat et Résilience. Résultat: 30 hectares de terres urbanisables en moins, afin de protéger les terres agricoles et naturelles. Une décision qui impose de faire des choix: la Mairie a décidé de développer le centre du village pour y renforcer le vivre ensemble. Depuis, elle reçoit moins de permis de construire pour des piscines individuelles, les propriétaires préférant transformer leur terrain en habitat pour le logement de leurs proches.

Saint-Pierre-d'Irube a fait la traque aux logements vacants. Près de 12 000 logements sont considérés comme vacants au Pays Basque nord. ■





TOUT BAIGNE

JE PEUX PAS RESPECTER LA LOI, J'AI PISCINE

François* loue un T3 de 42 m² à Anglet pour lui et son fils à 1000€... soit un coquet complément de loyer de 400€ de plus que le loyer légal défini par l'encadrement des loyers. Pour son propriétaire, cela se justifie notamment par l'accès à la piscine collective... qui est en extérieur et utilisable seulement quelques mois par an. À ce prix-là, ça

fait cher le bain glacé! Attention à être particulièrement vigilants lorsque vous signez un contrat de location mentionnant un complément de loyer: vous n'aurez que 3 mois après la signature du bail pour le contester. François, lui, a préféré aller nager ailleurs et s'est tourné vers des propriétaires plus honnêtes. ■

* Le prénom a été modifié



© Stéphane Bernadou

ILS OSENT TOUT

COMPLÉMENT DE LOYER INVISIBLE

Depuis que la loi pour plafonner les loyers est entrée en vigueur au Pays Basque, certains propriétaires voyous n'hésitent pas à chercher des façons de la contourner. On connaissait les "compléments de loyer" pour des motifs farfelus; le propriétaire de Sarah*, lui, a trouvé mieux: le complément de loyer invisible. Pour son T3 de 64 m², Sarah, qui est auto-entrepreneuse, paye 758€ par mois.

« Sarah doit rajouter 250 € par mois de loyer, versés en espèce directement à son propriétaire. »

En apparence, tout est dans les clous: ce loyer respecte l'encadrement des loyers. Sauf que Sarah doit rajouter 250€ par mois de loyer, versés en espèce directement à son propriétaire! Une façon pour lui de passer sous les radars de l'encadrement des loyers (et au passage de faire diminuer ses impôts sur les revenus locatifs). Pire: celui-ci demande même à Sarah de partir un mois pendant l'été pour pouvoir faire de la location saisonnière. Accompagnée par Alda, Sarah a pu refuser ces pratiques illégales et restera bien dans son logement toute l'année! ■ * Le prénom a été modifié

LE CHIFFRE DU MOIS

4643

C'est le nombre total de personnes différentes accompagnées et accueillies par Alda depuis le début du mouvement en 2021. Un chiffre énorme pour un territoire de 322 000 habitants. Les principaux accompagnements concernent le logement, mais pas que! Certaines demandes de soutien sont aussi sur des sujets en lien avec le droit des étrangers ou la consommation, notamment les assurances ou les fournisseurs téléphoniques comme Orange ou SFR. ■

ÉCRIVEZ-NOUS

CONTACT

Ce journal est aussi le vôtre. Vous avez un sujet à partager, une histoire à raconter ou une proposition d'article ou de sujet? Envoyez-nous vos propositions d'articles, témoignages ou suggestions à info@alda.eus. À vos plumes! ■



MULTI-FRAUDEUR

PLUS C'EST GROS, PLUS ÇA PASSE

Au début de l'année dernière, Alda est alertée par plusieurs personnes suite à la parution d'une annonce plus que suspecte: un T3 de 37m² dans le Petit Bayonne loué 1000€ charges comprises. Une somme astronomique, qui ne respecte absolument pas l'encadrement des loyers: pourtant, le propriétaire ose mentionner dans son annonce "appartement non soumis à la loi sur l'encadrement". De quel droit?

PLUSIEURS MOIS DE SUIVI

La cellule d'investigation d'Alda (composée d'une trentaine de membres formés à la recherche d'informations sur le terrain et en ligne et qui suit de nombreuses situations et propriétaires suspects) s'empare du sujet. Spoiler: sauf bail spécifique, tous les logements proposés à la location sont soumis à l'encadrement des loyers dans la zone tendue du Pays Basque. Celui-ci ne fait pas exception à la règle, et la cellule d'investigation se rend compte de l'ampleur du pot-aux-roses: non seulement le loyer proposé dépasse de plus de 300€ le loyer maximum autorisé par l'encadrement des loyers, mais le

propriétaire multiplie les infractions: les chambres font moins de 9 m² (ce qui, au regard de la loi n'est pas considéré comme une chambre), le paiement peut se faire en espèces, et les locataires sont mis à la porte pour l'été. Seul hic: tant que le logement n'est pas loué, la fraude n'est pas avérée!

ACCOMPAGNEMENT DES LOCATAIRES

Lorsque l'appartement est loué, les abus sont encore plus manifestes et un bail frauduleux de 10 mois sans justification valable est imposé aux deux locataires. Alda apporte alors son soutien aux deux colocataires pour exiger du propriétaire une régularisation du bail, une diminution du loyer, un remboursement des trop-perçus et une diminution des charges. L'association suit avec attention le comportement de ce propriétaire pour éviter qu'en plus d'avoir été multi-fraudeur, celui-ci ne devienne récidiviste!

SI VOUS AUSSI VOUS AVEZ ENVIE DE PARTICIPER AU TRAVAIL DE LA CELLULE D'INVESTIGATION, N'HÉSITEZ PAS À ENVOYER UN MAIL POUR CANDIDATER À [INFO@ALDA.EUS](mailto:info@alda.eus). ■

[Déposer une annonce](#)

[Immobilier](#) · [Véhicules](#) · [Locations de vacances](#) · [Emploi](#) · [Mode](#) · [Maison & Jardin](#) · [F](#)

[Accueil](#) > [Locations](#) > [Aquitaine](#) > [Pyrénées-Atlantiques](#) > [Bayonne 64100](#) > [T3 Bayonne - Centre historique - Flambant neuf](#)

[Voir les photos](#)

T3 Bayonne - Centre historique - Flambant neuf

3 Pièces · 37 m² · Bayonne 64100

1 000 € Charges comprises

28/12/2024 à 12:13

Description

Appartement T3 ou T2 Bis, au petit Bayonne, dans l'agréable rue des Tonnelliers !
Entièrement refait à neuf !
A 2 pas de toutes commodités, et à moins de 100m de l'église Saint André, de l'université et du château neuf !
Idéal couple ou amis.
Location touristique (non soumis à la loi sur l'encadrement des loyers) : 1000 euros TTC



ENCADREMENT DES LOYERS

DE VRAIES ÉCONOMIES
POUR LES LOCATAIRES

Depuis que l'encadrement des loyers est entré en vigueur sur les 24 communes de la zone tendue historique du Pays Basque il y a un peu plus d'un an, Alda a déjà accompagné plus de 150 locataires et leurs familles dans leurs démarches pour faire diminuer les loyers. Signe qu'une mesure pour stopper l'envolée des montants des loyers était plus que nécessaire. Les situations déjà résolues ont permis aux locataires d'économiser en moyenne 2300€ sur l'année! Mis en œuvre grâce à la mobilisation de la société civile et au volontarisme de certains élus, ce dispositif

est une véritable avancée pour conserver des logements populaires et accessibles.

Guillaume, 40 ans (Bayonne):
un accord à l'amiable

Guillaume* habite un T2 de 30 m² quartier Saint-Esprit, à Bayonne, pour lequel il payait 534€ de loyer. Son bail arrivant à échéance en septembre 2025, il se renseigne auprès d'Alda sur les démarches à faire car, selon les barèmes fixés par l'arrêté préfectoral sur l'encadrement des loyers, son loyer devrait être à 434,45€, soit 100€ de moins. Mais Guillaume est un peu réticent:

il a peur que son propriétaire ne lui fasse payer sa demande en diminution de loyer d'une façon ou d'une autre. Le fait d'être accompagné par une association le rassure: comme le prévoit la loi, il envoie sa demande pour faire baisser son loyer 5 mois avant l'arrivée à échéance de son bail. Demande que son propriétaire accepte sans avoir besoin de passer ni devant une Commission départementale de conciliation, ni devant un juge. Guillaume va désormais économiser 1220,40€ par an.

«Les situations déjà résolues
ont permis aux locataires
d'économiser en moyenne
2300€ sur l'année!»

Pour faire respecter vos droits, faites-vous accompagner: cela permet de trouver des réponses à ses questions et hésitations. D'autant que, comme l'illustre le cas de Guillaume et de son propriétaire, toutes les négociations ne sont pas conflictuelles ou judiciaires, loin de là!

Rebecca, 38 ans (Anglet):
faire diminuer un complément de loyer

Rebecca* habite à Anglet dans une maison dont le loyer est de 2014€. En faisant la simulation de loyer, elle s'aperçoit que le loyer dépasse de 1000€! Elle informe alors son propriétaire qui, via son agence immobilière, accepte de diminuer le loyer au loyer maximum majoré. Mais l'agence indique à la locataire qu'ils rajouteront un complément de loyer pour la terrasse d'environ 10m² et le jardin d'environ 30-40 m², d'un montant de 400€... Le

complément de loyer permet au propriétaire de dépasser le plafond de loyer autorisé, mais seulement si "les caractéristiques exceptionnelles" du logement le justifient. Or, dans ce quartier, terrasses et jardins ne sont pas rares et le complément de loyer disproportionné. Rebecca et son propriétaire ont donc été convoqués à la Commission départementale de conciliation, étape obligatoire avant de passer devant le juge en cas d'échec de compromis. Résultat: le complément de loyer a été abaissé à 260€, un accord qui convient à Rebecca qui pourra économiser 7378,69€ par an.

Vanessa, 50 ans (Anglet)

Cela fait 20 ans que Vanessa* vit à Anglet dans son T2 de 40m², qu'elle paye 734,88€. Informée de la mise en place du plafonnement des loyers, elle se renseigne et découvre que son loyer dépasse de 106,88€. Son appartement est géré par une agence. Accompagnée par Alda, elle envoie une demande de diminution de loyer à son propriétaire, qui accepte. Vanessa va économiser 1272€ par an: une économie de taille par rapport à son salaire de 1350€ par mois.

POUR SAVOIR SI VOTRE LOYER
OU SI LES ANNONCES QUE VOUS
REGARDEZ EN LIGNE RESPECTENT
L'ENCADREMENT DES LOYERS,
VOUS POUVEZ CONSULTER LE SITE:
WWW.ENCADREMENT-LOYERS.FR ■

* Les prénoms ont été modifiés

HUMIDITÉ

QUAND L'HABITAT REND MALADE



Louise, Marc et leurs deux enfants de 11 et 6 ans ont emménagé dans un appartement à la petite ZUP lors de l'été 2020. Très vite, ils se rendent compte que le logement a des problèmes d'humidité, et font une demande de mutation pour en changer, sans succès. Au fil des années, leur état de santé se dégrade: l'asthme de l'aîné empire, la cadette développe de l'asthme et la maladie de Marc s'aggrave. En mai 2025, ses analyses sanguines révèlent la présence de deux champignons caractéristiques de la présence d'humidité dans le logement (Aspergillus et Cladosporium) qui ont amplifié ses problèmes respiratoires. Inapte au travail, Marc est licencié en novembre 2025.

AVIS D'EXPERTS

Dans le logement: aucune trace d'humidité, car la famille nettoie chaque jour afin que les spores des moisissures ne se propagent pas. Les experts (service hygiène et sécurité de la mairie de Bayonne, conseiller médical en environnement intérieur - CMEI) sont formels: l'humidité a des conséquences sur la santé de la famille. Depuis 2022, celle-ci est reconnue prioritaire (Syppo) pour être relogée.

POINT CRITIQUE

En décembre 2025, constatant que rien ne bouge, Alda s'est mobilisée dans le logement pour appeler les bailleurs sociaux du Pays Basque (Habitat Sud Atlantic, Office 64, le COL, Erilia, Domofrance) à reloger cette famille avant la fin de l'hiver. La situation a atteint un point critique en janvier 2026: la cadette est positive à l'aspergillus et doit être hospitalisée.

AGIR ENSEMBLE: SIGNER LA PÉTITION

À l'heure où nous imprimons ce journal, Louise, Marc et leurs deux enfants n'ont pas encore été relogés. Vous aussi, participez à la mobilisation pour les soutenir et demander aux bailleurs sociaux du territoire et à la préfecture de trouver une solution, en signant la pétition. ■

Le Pays Basque est un territoire humide, mais tous les logements ne rendent pas leurs habitants malades. Une construction bien pensée et bien entretenue ou encore un système de ventilation adaptée permettent d'adapter les logements au climat. Alda a déjà remporté des dizaines de victoires sur ce sujet, individuelles ou collectives. Mais en ce début d'année, pour avoir plus d'impact et montrer l'ampleur de ce grave problème, Alda mène une enquête sur l'humidité dans les logements sociaux du Pays Basque: combien de locataires sont touchés? Combien sont malades et habitent dans des logements humides? Pourquoi certains bâtiments sont touchés et pas d'autres? Alda, soutenue par des experts des secteurs de la santé et de la construction, appuiera les demandes visant à la rénovation du bâti, formulera des propositions concrètes pour améliorer la qualité des logements et revendiquera des financements à la hauteur de l'enjeu.



BAIL FRAUDULEUX

BOUH!

En septembre 2024, Dimitri* avait signé un bail mobilité de 10 mois alors qu'il n'était pas travailleur mobile et qu'il aurait donc dû signer un bail meublé d'un an (renouvelé automatiquement tous les ans, sauf en cas de congé pour vente ou pour reprise du propriétaire). En juin 2025, il devait libérer son logement situé dans la commune d'Hendaye pour que son propriétaire le loue en meublé de tourisme... C'était sans compter sur la peur de se retrouver épinglé. Quand Dimitri explique à son propriétaire qu'il a contacté Alda, changement d'ambiance: ce dernier ne voulant pas avoir affaire à l'association, il lui propose d'emblée de rester dans le logement en lui faisant signer un bail meublé d'un an... avouant au passage que "le premier contrat n'était pas tout à fait légal." Finalement, pas si compliqué de respecter la loi! ■

* Le prénom a été changé.





Alda est en première ligne de la défense des locataires. En 2022, lors des élections de représentants des locataires HLM, qui ont lieu tous les 4 ans, Alda (qui se présentait pour la première fois) est arrivée en tête chez Office 64 et a obtenu la majorité absolue chez Habitat Sud Atlantic: une preuve de confiance qui reflète le travail continu et efficace d'Alda pour défendre les droits des locataires.

En 3 ans, de nombreuses victoires ont été remportées: réhabilitations globales de quartiers, bourse d'échange des logements, collectifs de locataires qui améliorent la vie de leur quartier HLM... La force d'Alda, le secret de ces victoires successives, c'est la participation des gens, la mobilisation collective, pour élaborer des propositions communes et les faire devenir réalités. Nous avons

beaucoup appris, lors de ce premier mandat, sur le rôle des instances et sur la façon d'y faire entendre la voix des locataires.

ENSEMBLE, ENCORE PLUS EFFICACES
Alda a donc décidé de se présenter à nouveau aux prochaines élections HLM, à l'automne 2026, chez plusieurs offices HLM dont Habitat Sud Atlantic et Office 64. Alda lance aujourd'hui un appel aux locataires pour constituer ses listes.

« Si vous pensez être un bon candidat, ou connaissez quelqu'un dans votre voisinage qui serait un bon candidat, contactez-nous. »

Si vous pensez être un bon candidat, ou connaissez quelqu'un dans votre voisinage qui serait un bon candidat, contactez-nous. Évidemment, l'association formera ses candidats. Présenter des listes Alda aux élections HLM permet de renforcer notre capacité d'agir, d'accéder à certaines

informations, de mieux faire entendre la voix des locataires, de donner plus de poids à nos revendications et propositions sur le logement et l'aménagement des communes et des quartiers. Ensemble, continuons de nous organiser pour peser! Au cours de l'année, nous allons commencer à travailler le programme et les propositions que nous porterons lors de ces élections HLM: cadre et qualité de vie du quartier, équipements collectifs, échanges avec l'office HLM, état des logements, entretien, économies d'énergie, vivre ensemble, accessibilité, loyers... Ce programme, il sera construit par les premiers concernés, à savoir les locataires HLM eux-mêmes..

ÉCRIVEZ-NOUS À INFO@ALDA.EUS OU À ALDA, 25 PLACE DES GASCONS, 64100 BAYONNE. ENSEMBLE, ON CONTINUE DE CHANGER LES CHOSES POUR MIEUX DÉFENDRE LES LOCATAIRES, TOUS LES LOCATAIRES! ■



Changement de décor pour Alda, mais pas de sujet: à deux reprises cet automne, notre association basque a été conviée au Parlement européen pour faire entendre la voix des locataires et défendre le droit au logement.

UN SUJET D'ACTUALITÉ
Depuis décembre 2024, pour la première fois, la Commission européenne a nommé un Commissaire au logement, le danois

Dan Jørgensen: signe que le sujet prend de l'importance à l'échelle de l'Europe, où le prix des logements a explosé de 60% au cours des 10 dernières années. En octobre, Alda était conviée à participer à une "Assemblée populaire pour le droit au logement" au sein du Parlement européen, aux côtés de près de 200 représentants d'organisations, mouvements, élus venus de partout en Europe. L'occasion de montrer la

détermination collective pour le droit de vivre et se loger au Pays!

ALDA ENTENDUE POUR TÉMOIGNER DE L'IMPACT D'AIRBNB
À peine quelques semaines plus tard, le 4 novembre, Alda été auditionnée par la Commission spéciale du Parlement européen sur la crise du logement dans l'Union européenne. Le thème? "Tourisme, meublés de tourisme et logements abordables". Le panel était composé de seulement 4 organisations: une représentante d'Airbnb, un représentant du secteur de l'hôtellerie, un représentant des villes mobilisées face à Airbnb... et Alda. De toute l'Europe, c'est donc Alda qui a été choisie pour faire entendre la voix des habitants! Face aux députés européens, la représentante d'Alda a présenté l'exemple du Pays Basque pour décrire les conséquences de la prolifération des meublés de tourisme type Airbnb dans la vie quotidienne des habitants et pour les territoires. ■

EN IMAGES
4 200 PERSONNES À LA 2e ÉDITION D'AUZOLAN!

Auzolan, la journée du droit au logement organisée par Alda les 10 et 11 octobre derniers, a été un véritable succès: grande fête populaire avec chants, danses, concerts, repas populaire, buvette, mais aussi village associatif où près de 40 organisations pouvaient répondre aux questions des passants sur tous les aspects de la question du logement, conférences bondées avec des intervenants de haut niveau et un meeting pour envoyer un message fort pour le droit au logement. Retour en images. ■



RENDEZ-VOUS
LA KORRIKA PASSERA DANS LES QUARTIERS EN MARS

La Korrika, c'est bien plus qu'une simple course-relais: depuis 1980, c'est un événement populaire et culturel unique au monde, qui rassemble tous les 2 ans, des centaines de milliers de personnes au Pays Basque.

« C'est un événement populaire et culturel unique au monde, qui rassemble tous les 2 ans, des centaines de milliers de personnes au Pays Basque. »

Organisée par AEK (la coordination des cours de basque pour adultes), la

Korrika vise à sensibiliser la population à l'importance de la transmission de la langue basque, l'euskara, tout en collectant des fonds pour financer des centres d'apprentissage pour les adultes. Le slogan pour 2026, "Euskara gara" ("Nous sommes la langue basque"), résume parfaitement son ambition: faire de l'euskara une langue vivante, portée par celles et ceux qui la parlent, l'apprennent ou la transmettent.



Cette année, la Korrika se déroule du 19 au 29 mars, en passant par plus de 460 communes et en parcourant plus de 2 000 kilomètres à travers tout le Pays Basque, nord et sud, sans interruption, de jour comme de nuit. La course traversera de nombreux quartiers populaires, offrant à tous l'opportunité de participer, de courir, ou simplement d'encourager les coureurs. Chacun peut s'impliquer: en achetant un kilomètre du parcours, en devenant bénévole, ou en participant aux nombreuses animations culturelles organisées tout au long du trajet. Une appli spécifique pour connaître toutes les informations sur les lieux de rendez-vous est disponible. <https://www.korrika.eus/fr> et on se donne rendez-vous pour le kilomètre Alda! ■

COMMENT RÉCUPÉRER SON DÉPÔT DE GARANTIE (CAUTION) ?

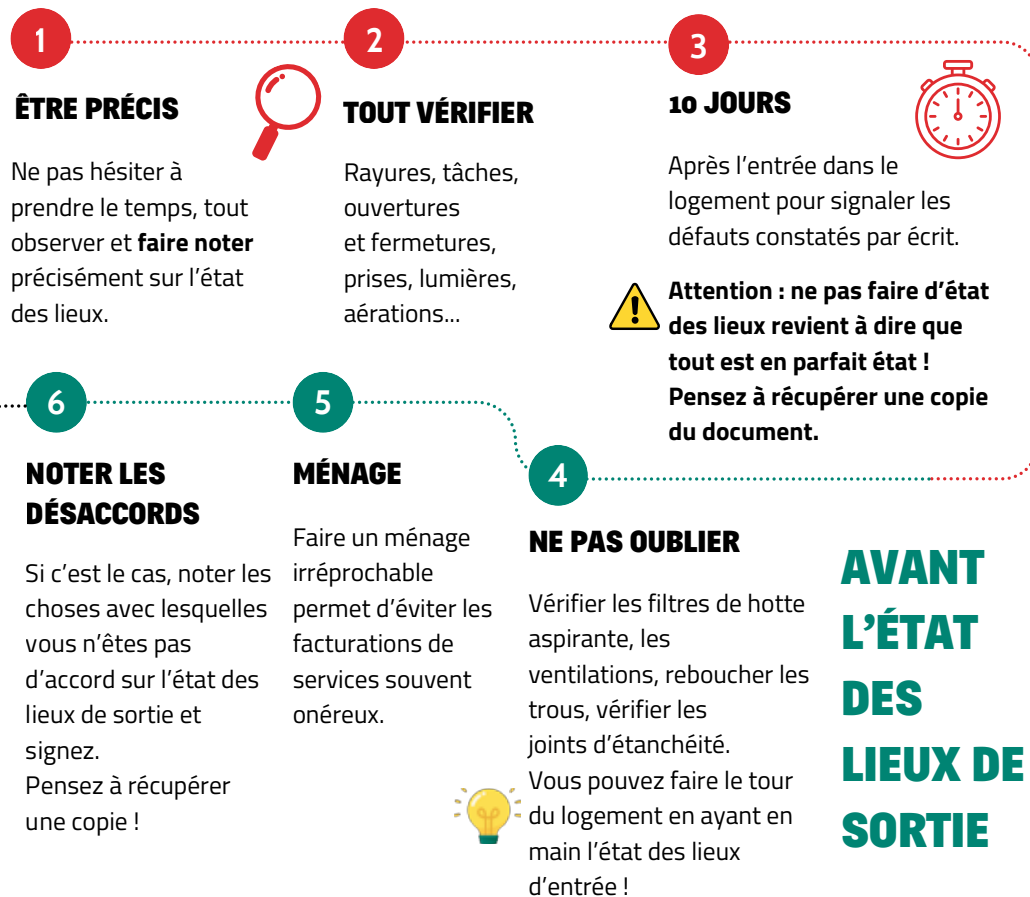
À SAVOIR

- Bail mobilité** : pas de dépôt de garantie exigible
- Dépôt de garantie = 2 mois de loyers hors charge maximum pour un **bail meublé**, 1 mois pour un **bail nu**.
- Avant votre départ du logement, vous pouvez demander ou accepter une **visite conseil** qui permettra de constater les réparations à mener avant l'état des lieux de sortie

APRÈS L'ÉTAT DES LIEUX DE SORTIE

Votre propriétaire dispose de **1 mois** pour vous rendre votre dépôt de garantie si les états des lieux d'entrée et de sortie sont identiques et **2 mois** si des dégradations ont été constatées.

LORS DE L'ÉTAT DES LIEUX D'ENTRÉE



AVANT L'ÉTAT DES LIEUX DE SORTIE

En cas de difficultés pour récupérer votre dépôt de garantie, vous pouvez nous contacter à info@alda.eus ou au 07 77 88 89 23

3 QUESTIONS À NICOLE

LE CO-HÉBERGEMENT



Nicole Cheyrou habite dans un T3 de l'Office 64 à Anglet. Depuis quelques années, elle accueille des étudiants dans son logement.

1. Pourquoi avez-vous choisi d'accueillir un jeune chez vous ?

Il y a quelques années, j'avais hébergé une étudiante pour aider. L'Américaine que j'avais accueillie est restée plus longtemps que prévu car on s'était super bien entendues ! Quand mon fils est parti de la maison, j'avais une chambre de disponible. Forte de cette expérience, j'ai contacté mon office HLM pour recommencer. On touche une redevance mensuelle, mais pour moi, c'est avant tout une relation humaine, ce sont comme nos petits-enfants.

2. Comment se déroule le quotidien ?

Nous sommes chacun indépendant dans nos activités et on s'entraide sur certaines tâches, comme le ménage ou la cuisine. On partage financièrement les courses par exemple. L'adaptation a toujours été fluide, avec confiance et bienveillance. C'est une nouvelle relation que je n'aurais jamais eu sinon, je suis moins isolée. Quand on vieillit, c'est une manière de rester en contact avec

le monde. C'est très enrichissant. Une fois, une jeune m'a fait un poulet de chez elle tellement épice que j'ai mis des jours à m'en remettre, mais ce ne sont que des bons souvenirs !

3. Que diriez-vous aux locataires qui hésiteraient à se lancer dans une expérience intergénérationnelle ?

Ces contrats de co-habitation présentent l'avantage d'être proposés à l'accueillant selon les critères préalablement indiqués, ce qui donne un maximum de chance que tout se passe bien. Le bailleur social s'occupe de toute la partie administrative et reste un interlocuteur privilégié en cas de nécessité. Essayez, lancez-vous, quelle belle expérience ! ■

RENDEZ-VOUS

EUSKO EGUNA, 18 AVRIL

Le samedi 18 avril, profitez d'une journée populaire et festive à Espelette pour célébrer l'eusko, la monnaie locale du Pays Basque nord !



TOUT SAVOIR

LA RÉGULARISATION

DE CHARGES

Vous vivez dans un logement social ? Vous avez donc sûrement reçu votre régularisation des charges pour 2025. Voici ce qu'il faut savoir.

Comment ça marche ? Chaque mois, vous payez des provisions pour charges (éclairage des parties communes, ménage, entretien des espaces verts, eau, gaz, électricité...). Votre bailleur estime ces coûts pour l'année et ajuste chaque mois votre participation. Une fois par an, il établit un décompte de régularisation : soit vous devez compléter votre paiement si vous avez consommé plus que prévu, soit il vous rembourse si vous avez trop versé. Si vous habitez dans une copropriété, cela se fait main dans la main avec le syndic ce qui peut prendre plus de temps. Le bailleur dispose jusqu'à 3 ans pour régulariser les charges.

Que faire à la réception du document ?

Lisez-le attentivement : Repérez les montants qui vous semblent anormaux. Comparez avec l'année précédente : Vérifiez si un poste a fortement augmenté (ex. : +20 % sur le chauffage). Renseignez-vous : Une hausse générale des tarifs (gaz, électricité) peut expliquer certaines augmentations. Consultez les



Ce n'est pas le courage qui permet de gagner une bataille mais la persévérance.

Kuraiari esker ez da bataila irabazten, temari esker baizik.

N'ei pas lo coratge qui permet de ganhar ua batalha mes la perseverança.

Jageleya te se soro kele la, nka mupuli le be se soro.

No es la valentía lo que permite ganar una batalla sino la perseverancia.

Não é a coragem que permite vencer na batalha, mas a perseverança

Savaşı kazandıran cesaret değil, azimdir.

Ne cesaret, lê israr şer qezenc dike.

Це не мужність дозволяє виграти битву, а наполегливість.

ليس الشجاعة هي التي تكسب المعركة، بل المثابرة.

infos officielles (Commission de régulation de l'énergie CRE, gouvernement). Notez vos questions : Préparez une liste précise avant de contacter votre bailleur.

Vous avez un doute ? Voici comment agir :

Étape 1 : Demandez à vos voisins s'ils ont le même problème, ou s'ils ont des réponses à vos questions. On est plus forts à plusieurs !

Étape 2 : Envoyez une lettre recommandée avec accusé de réception à votre bailleur pour demander des explications ou contester un poste. Joignez vos relevés si besoin. Vous avez 6 mois après envoi du décompte pour demander des justificatifs (factures, contrats). Votre bailleur doit vous autoriser à les consulter.

Étape 3 : Même si le plus souvent la première étape permet à la situation de se résoudre, si le dialogue échoue, saisissez gratuitement la Commission départementale de conciliation (CDC) dans les 2 mois après votre réclamation. C'est obligatoire si vous souhaitez aller plus loin ensuite, pour un procès par exemple.

Étape 4 : En dernier recours, portez l'affaire devant le tribunal judiciaire.

ET SI VOUS AVEZ DES DOUTES, N'HÉSITEZ PAS À CONTACTER ALDA POUR VOUS FAIRE ACCOMPAGNER. ENSEMBLE ON EST PLUS FORTS ! ■

PORTRAIT

BILAL AGLILAH, PARTIR POUR REVENIR



Carole, pilier du collectif Alda Cam de Prats, se mobiliser pour améliorer la vie de son quartier - et obtenir de grandes victoires. "Elle me montre qu'il faut réaliser ses convictions au quotidien, en s'engageant dans des choses concrètes. Agir sur un sujet comme le logement, c'est faire preuve d'une responsabilité collective." Fierté.

RÉFLÉCHIR AU MONDE QUI VIENT

Si on clone des moutons avec des foies humains, a-t-on le droit de les abattre pour faire des greffes? C'est le type de questions qui passionne Bilal au quotidien. Repéré lorsqu'il était lycéen par l'association Pays Basque Grandes écoles, qui aide les jeunes du Pays Basque à suivre des parcours universitaires dans de grandes écoles, il a pu être accompagné dans ses choix d'orientation et bénéficier d'un accompagnement financier pour aller s'installer à Paris.

À la Sorbonne, il mêle philosophie et droit. Un peu à son image: la tête dans les nuages et les pieds sur terre. Crise climatique, développement de l'intelligence artificielle (IA), réseaux sociaux: les grands changements qui traversent la société, et touchent de plein fouet sa génération, le passionnent. Alors, pourquoi pas choisir plus tard la bioéthique. "Internet est un bon exemple du type de questions éthiques et morales que nous posent de nouvelles réalités concrètes. On a la mainmise sur rien, ce sont les algorithmes qui choisissent pour nous, en nous donnant une illusion de choix. Mais en réalité, ils façonnent nos désirs, nos envies, et même nos convictions politiques. Le risque: qu'ils nous enferment dans nos carcans, chacun dans sa bulle." Face à tous ces défis, il va falloir trouver des réponses adaptées et éthiques. "On doit continuer à élargir notre sensibilité morale, c'est ce que l'humanité a toujours fait." Le clonage des foies, plutôt non, donc.

FACTEUR D'INÉGALITÉ DES CHANCES

À Paris, il a retrouvé la réalité de la crise du

logement. Il a eu la chance de bénéficier d'un logement du CROUS, mais des amis, boursiers comme lui, ne peuvent pas se loger. Certains sont obligés de faire deux heures de train pour aller à la fac. "Le logement est devenu un facteur incroyable d'inégalité des chances. Or la question du logement c'est celle de nos conditions de vie: c'est un vrai enjeu de justice sociale. Je trouve hallucinant qu'au Pays Basque des gens ne peuvent plus se loger là où ils sont nés."

Il a commencé à filer des coups de main à Alda: servir au bar associatif "Patxoki" pendant les fêtes de Bayonne, tenir des stands, faire de l'affichage. "En me mettant à agir, je n'étais plus dans ma sphère 'le monde va mal, il faut faire quelque chose'. Là, on agit de façon concrète face à un problème tangible. Je me suis senti apporter ma pierre à l'édifice. "

TERRE D'ESPOIR

Plus tard, il aimerait bien revenir au Pays Basque. Pas seulement parce que le territoire est "magnifique et culturellement très riche".

« On vit un combat vieux comme le monde: il y a ceux qui cherchent à atteindre un objectif commun, et ceux qui défendent leur intérêt personnel. »

Mais aussi parce qu'il y a ici une partie de la recette de l'espoir. "Pour changer les choses, il faut une communauté à petite échelle. On vit un combat vieux comme le monde: il y a ceux qui cherchent à atteindre un objectif commun, et ceux qui défendent leur intérêt personnel et n'hésiteront pas à utiliser les outils à leur disposition comme les médias, l'argent, pour parvenir à leurs fins. C'est un combat de toujours face auquel il ne faut pas lâcher prise, et il ne faut pas être désespéré. Abandonner, ce serait laisser gagner des personnes qu'on devrait combattre. La solution ne passe pas par le fait de se mettre en guerre contre tel ou tel État, mais parce que nous agissons collectivement à notre échelle. En commençant par changer notre monde, nous permettons des changements plus grands. Finalement c'est un peu ça, Alda, non?" ■



INTERVIEW MINUTE

Un film ? Million dollar baby

Un livre ? L'étranger de Camus

Une chanson ? Traumatic de Takanaka

Un coin du Pays Basque ? Itxassou

Un plat ? Chipirons

Quand on ne le croise pas en train de servir des talo pendant les fêtes de Bayonne ou de faire de l'affichage pour la fête de la monnaie locale, l'Eusko Eguna, c'est à Paris qu'on le retrouve. Bilal, 19 ans, a quitté son quartier Cam de Prats à Bayonne pour les bancs de la fac à la Sorbonne: mais celui qui étudie la philo pour comprendre le monde et le droit pour savoir comment le changer, revient régulièrement au Pays Basque, où il s'implique et compte bien revenir s'installer.

ADOLESCENCE À CAMP DE PRATS

Après Boucau, c'est à Bayonne, quartier Cam de Prats, que Bilal, sa soeur et sa maman s'installent. Il a douze ans, et le quartier ne connaît pas l'essor qu'il a aujourd'hui. "Il y avait une petite communauté sympa, mais pas beaucoup de jeunes, et un grand manque d'aménagements. On ne pouvait pas jouer au foot sur le goudron devant les tours, ça résonnait trop. Depuis, les choses ont beaucoup changé: il y a de nouveaux bancs, des transats en bois, des cages foot-basket et une rénovation de tout le quartier en cours!" Ces changements, il les a suivis de près en observant sa mère,



ADHÉSION

ADHÉRER, C'EST ALIMENTER UNE CAISSE GÉANTE DE SOLIDARITÉ

L'adhésion de 5 à 10€ (ou euskos) par mois, c'est le mécanisme de solidarité mis en place entre toutes les personnes des secteurs populaires pour financer leur défense collective et le soutien à celles et ceux d'entre eux qui, à tel ou tel moment, se retrouvent victimes de tel problème, telle injustice, telle situation dramatique. Pour continuer sur cette voie, vous pouvez nous aider à être encore plus nombreux en adhérant ou en faisant adhérer autour de vous: www.alda.eus/adherer/ Milesker! ■

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

E-mail :

Tél. portable :

Date de naissance :

Montant de la cotisation* :

☐ 5€ par mois (cotisation de base)

☐ 10€ par mois (cotisation de soutien)

☐ Autre :

IBAN* :

Compte eusko :



VOUS AUSSI,

DISTRIBUEZ LE JOURNAL

Alda, le journal des quartiers populaires du Pays Basque, est diffusé à 41 000 exemplaires. 157 personnes aident déjà à le distribuer. En étant demain 200, chacun n'aura plus que 200 journaux à distribuer, au plus près de chez lui. Merci de nous contacter si vous avez une ou deux heures de libre tous les quatre mois, vous serez les bienvenus dans la super équipe de diffusion du journal Alda!

**ALDA, 25, PLACE DES GASCONS
64 100 BAYONNE
INFO@ALDA.EUS / 07 77 88 89 23**



@alda.eus



@alda-eh



@alda_eh

À DÉCOUPER

ET RENVoyer REMPLI À :

Alda, 25, place des Gascons
64100 Bayonne

POSSIBILITÉ D'ADHÉRER

EN LIGNE SUR :

www.alda.eus/adherer/
ou par ici



JOURNAL GRATUIT - EDITÉ PAR L'ASSOCIATION ALDA

Alda est une association défendant les intérêts et aspirations des locataires et des habitants des milieux et quartiers populaires. L'objectif d'Alda est de redonner du pouvoir à ces derniers, en leur permettant de faire entendre leurs voix plus efficacement. Alda est indépendante de tout parti politique, ainsi que des pouvoirs publics.

Alda, 25, place des Gascons, 64 100 Bayonne
info@alda.eus / 07 77 88 89 23 / www.alda.eus
Responsable de publication : Ainize Butron
Imprimerie Antza / Graphisme : Magali Etcheverria
Dépôt légal ISSN n° 2779-4520